

**Nations unies - Syrie - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(Paris, 27 juin 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord remercier Staffan de Mistura pour son exposé très complet et objectif, et l'assurer à nouveau de notre plein et entier soutien. Je remercie également John Ging pour sa présentation édifiante d'une situation humanitaire qui reste catastrophique en Syrie.

J'évoquerai d'abord nos inquiétudes face à la situation sur le terrain, notamment l'offensive en cours dans le sud-ouest du pays. Je reviendrai ensuite sur l'extrême gravité de la situation humanitaire. Je soulignerai enfin que celle-ci ne rend que plus nécessaire un processus politique inclusif capable de rassembler les Syriens.

Monsieur le Président,

1. La logique militaire se poursuit de manière implacable en Syrie. Depuis une semaine, nous assistons à une reprise des attaques du régime contre l'opposition au sud-ouest, dans une région qui abrite 700.000 civils. Plusieurs frappes aériennes ont touché la ville de Deraa depuis le 23 juin. Cette stratégie implacable, qui porte en elle le pire pour les populations civiles, nous est tristement familière. Comme à Damas, à Homs, à Alep ou dans la Ghouta orientale, l'objectif de ces bombardements est de pousser les groupes d'opposition à la reddition avec des méthodes de guerre contraires au droit humanitaire. Une autre opération d'envergure dans le sud syrien ouvre ainsi la voie à de nouveaux sièges qui affameront les populations, à d'autres déplacements forcés, à la restriction de l'assistance humanitaire. Cette offensive intervient de surcroît dans une zone frontalière extrêmement sensible, qui peut avoir des conséquences directes pour la sécurité et la stabilité d'Israël et de la Jordanie. Je rappelle à cet égard l'attachement de la France à la sécurité de la FNUOD, dont les casques bleus opèrent dans des conditions difficiles sur le plateau du Golan, et qui devra être préservée en toutes circonstances.

Une vague supplémentaire de réfugiés déstabiliserait durablement les pays voisins, tout particulièrement la Jordanie qui accueille déjà tant de Syriens. Ces développements sont enfin d'autant plus préoccupants que la diversité des forces en présence dans le grand sud-ouest de la Syrie fait courir un vrai risque d'escalade régionale.

Les territoires visés par cette offensive font partie de la zone de désescalade du sud-ouest de la Syrie, établie par les Etats-Unis, la Russie et la Jordanie en juillet 2017. La France appelle

donc chacun, à commencer par la Russie à tenir les engagements pris afin que cette offensive cesse sans délai. Il est essentiel que la Russie honore l'accord conclu il y a un an et garantisse immédiatement la cessation des hostilités.

2. Dans ce contexte inquiétant, Monsieur le Président, nous déplorons le maintien d'une situation humanitaire catastrophique. A Idlib, dans la Ghouta orientale et ailleurs, la situation humanitaire reste en effet particulièrement alarmante. De trop rares convois ont accès à la population alors que les besoins sont immenses. Le régime assume ici une responsabilité particulièrement grave. L'obstruction systématique et délibérée à l'aide humanitaire est intolérable, en particulier le retrait systématique du matériel médical des convois par le régime syrien, y compris les vaccins destinés aux enfants. L'afflux de déplacés rend la situation encore plus critique, en particulier à Idlib. Il est impératif que les parties garantissent un accès humanitaire complet et sans entrave sous la coordination des Nations unies, et que les infrastructures et le personnel médical qui continuent d'être attaqués soient enfin protégés.

Je tiens à saluer la publication des rapports du Secrétaire général sur l'aide humanitaire et transfrontalière. L'aide transfrontalière continue de jouer un rôle vital et indispensable, en permettant d'acheminer l'aide par la route la plus directe. Le mécanisme est transparent, efficace, et pleinement dédié aux populations dans le besoin. Les pays voisins l'ont souligné sans équivoque et appellent à son maintien, il est donc de notre responsabilité de veiller à ce que ce mécanisme soit préservé.

Il est par ailleurs indispensable que le personnel d'OCHA puisse rester dans les convois pour s'assurer du bon acheminement de l'aide humanitaire. Nous appelons aussi à une évaluation indépendante et impartiale des besoins humanitaires en Syrie, sous la coordination des Nations Unies.

Le retour sûr et volontaire des déplacés reste une priorité absolue. A cet égard, l'application de la loi numéro 10 adoptée par le régime syrien, qui conduit à des expropriations massives des réfugiés et des déplacés, avec des conséquences irréversibles pour la Syrie comme pour la région, est inacceptable et met en péril tout effort politique. La mise en oeuvre de cette loi comme tentative de remodeler démographiquement et politiquement le pays est susceptible de constituer des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité. Nous appelons donc à l'abrogation immédiate de cette loi. Dans de telles conditions, il serait impossible pour la communauté internationale d'accompagner une politique de développement qui s'apparenterait à du remodelage démographique et qui contribuerait à conforter le régime dans ces pratiques inacceptables.

La France prend enfin toute sa part au financement de projets humanitaires en Syrie. Le président de la République a annoncé ainsi un programme d'urgence de 50 millions d'euros supplémentaires destiné en particulier au nord-est et au nord-ouest. L'aide humanitaire est indispensable partout en Syrie. L'aide d'urgence est à dissocier de la reconstruction. Sur ce point, il est essentiel de redire clairement devant ce Conseil que la France et l'Union européenne ne financeront pas la reconstruction de la Syrie tant qu'un accord politique n'aura pas été trouvé entre les parties syriennes, permettant une réforme en profondeur de l'Etat et la tenue d'élections libres, transparentes, conduites et supervisées par les Nations Unies. Il ne s'agit pas d'une posture, nous ne pouvons signer un chèque en blanc tant que subsisteront les causes politiques qui ont mené au désastre actuel. Les mêmes conséquences mettraient à bas

l'effort de reconstruction.

Monsieur le Président,

3. Face aux risques de lassitude qui transparaissent ici et là, soyons tous bien conscients ici que la logique militaire et la catastrophe humanitaire toujours en cours en Syrie nous interdisent de détourner le regard. Cela d'autant plus que nous devons prendre garde de ne pas laisser s'ouvrir le chapitre 2 de la tragédie syrienne, celui de l'élargissement régional du conflit. Ces éléments rendent plus urgent et plus nécessaire que jamais le lancement d'un processus crédible. Or s'il est trop tôt pour évoquer un "Dayton syrien", de premiers signaux encourageants apparaissent en vue d'une vraie dynamique politique.

La feuille de route est claire. Nous devons pleinement soutenir les efforts menés à Genève par l'ONU pour favoriser les convergences entre les principaux acteurs sur la crise syrienne. A cet égard, les discussions de Staffan de Mistura avec les trois garants d'Astana le 18 juin, puis avec les membres du Small Group le 25, doivent permettre de structurer un dialogue constructif en vue d'une solution politique crédible et durable conforme à la résolution 2254.

L'objectif de court terme est bien la création du comité constitutionnel. Nous sommes encouragés par la disposition des parties à travailler de manière constructive à la création de ce comité qui doit être composé, je le rappelle, d'un tiers de membres désigné par le régime, d'un tiers par l'opposition et un tiers indépendant. C'est une étape modeste mais nécessaire, qui amorce des progrès que nous n'avions pas vus depuis des mois, et qui peut potentiellement constituer un point d'inflexion vers une vraie dynamique politique. C'est le souhait de la France et c'est pourquoi nous encourageons l'Envoyé spécial à continuer de travailler activement à la désignation des 50 représentants indépendants, qui ne doivent donner de majorité automatique ni au régime, ni à l'opposition. Nous l'invitons à définir au plus vite les modalités de travail pour ce comité.

Monsieur le Président,

Le chemin exigeant d'une solution politique fondée sur un accord inter-syrien passe également par la tenue d'élections libres et transparentes préparées et supervisées par l'ONU, permettant à l'ensemble des Syriens de s'exprimer, en Syrie et à l'étranger, avec une participation active des femmes au processus politique. La France soutient à cet égard la présence de 30% au moins de femmes à ce processus. Ces deux volets, constitution et élections, nécessitent un cadre neutre, sûr et impartial pour que les Syriens s'expriment librement, qui soit garanti par des mesures de confiance.

C'est tout l'objet des efforts qui sont entrepris par la France et ses partenaires à travers la mise en place d'une coordination entre le Small Group et le processus d'Astana. Notre objectif n'est pas de créer du processus sans substance, mais bien de conjuguer les efforts des parties qui ont des leviers en Syrie, pour mieux appuyer la médiation de l'Envoyé spécial.

Monsieur le Président,

Au cours du débat d'hier, le vice-ministre russe pour le Moyen-Orient, M. Sergueï Verchinine, a plaidé pour un règlement politique de la crise syrienne, à travers un dialogue constructif. Sachons, en effet, forts de la conviction partagée qu'il n'y aura pas de solution militaire au conflit syrien, travailler collectivement à une solution politique durable. Il est plus que temps de nous rassembler derrière l'ONU, à Genève. C'est notre intérêt à tous et d'abord celui des Syriens. La France est prête à s'engager en ce sens avec la Russie et avec tous les acteurs qui ont des leviers, que ce soit sur le terrain, sur le plan économique et dans les enceintes internationales, pour que la médiation des Nations unies aboutisse. Et cela, nous le pensons, est aujourd'hui possible. Alors chers collègues, au travail, il n'y a pas de temps à perdre. Je vous remercie./.